

# ONU Au secours des causes désespérées

La base de Bangassou, en Centrafrique, a perdu, en 2017, treize soldats de la paix. A l'occasion de la 70<sup>e</sup> Journée internationale des casques bleus, mardi 29 mai, « Le Monde » raconte le quotidien de ce fortin isolé, où un bataillon tente de protéger les déplacés musulmans et de désarmer les combattants anti-balaka

RÉMY OURDAN

BANGASSOU ET BANGUI  
(RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE) - envoyé spécial

C'est un fortin perdu dans la brousse. On pourrait se croire un siècle en arrière tant le contraste est saisissant entre ce « poste avancé de la civilisation » et son environnement immédiat, mêlant violence et misère. Il n'a pourtant pas été construit par des explorateurs, des pionniers, ou des colons. Ce fortin du XXI<sup>e</sup> siècle, quoique rudimentaire, a été érigé « au milieu de la verte », comme disent les soldats qui y sont basés, par une nouvelle espèce de missionnaires, qui célèbrent, ce 29 mai, les 70 ans de leur création en 1948 : les « soldats de la paix » de l'ONU. « Bienvenue à Bangassou », murmure un officier à béret bleu et au sourire narquois, qui, adossé au capot de son 4 × 4 garé à l'ombre du seul arbre en bordure du tarmac de l'aérodrome, attend la sortie des quinze passagers et la fin du déchargement de l'hélicoptère blanc siglé « UN ». Il n'y a ici, par avion ou hélicoptère, que deux rotations aériennes par semaine avec Bangui, la capitale centrafricaine. Assises au bord de la piste en terre rouge, des enfants dans les bras, des villageoises ont marché des heures pour venir vendre ananas et bananes. « Mille francs ? ! Trop cher ! », s'exclame un casque bleu, en éclatant de rire et en tendant un billet de 500 francs CFA (0,75 euro). La femme ne répond rien ; elle accepte le billet. Le soldat étranger, visiblement content de lui, repart avec ses ananas.

## « TOI QUI RESTES DANS CET ENFER ! »

L'hélicoptère embarque ses passagers, soldats et agents de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en Centrafrique (Minusca) – l'ONU n'est pas seulement adepte des sigles à rallonge mais souvent aussi d'intitulés un tantinet obscurs – partant en permission. Ils semblent ravis de quitter Bangassou pour quelques jours. Ils donnent l'accolade à ceux qui restent là, avec un air qui semble dire : « Mon pauvre, toi qui restes dans cet enfer ! »

Des pilotes russes en tenue couleur sable, qui presque partout dans le monde assurent les vols onusiens, vérifient une dernière fois que les pales du rotor de l'hélicoptère n'ont pas été abîmées lors du vol aller, et que le plein de carburant a été fait. Le MI-8 décolle.

En quelques minutes, les 4 × 4 et blindés blancs quittent l'aérodrome, déserté jusqu'au prochain vol. Protégés par des tireurs postés aux tourelles, armes pointées vers la jungle, ils roulent rapidement jusqu'à la base. La barrière du fortin se referme. Le poste est de nouveau coupé du monde.

Depuis 1948, le département des opérations de maintien de la paix (DPKO) de l'Organisation des Nations unies envoie des *peacekeepers* (soldats et civils) à travers le monde. Depuis soixante-dix ans, l'ONU missionne ses hommes, ainsi que tous ceux que les Etats veulent bien lui allouer, au chevet d'une planète tourmentée. Il y a eu 71 opérations de maintien de la paix, déployées dans 120 pays, depuis la création de l'ONU. Actuellement, ils sont un peu plus de 100 000 actifs au sein de 14 missions. La première de l'histoire de l'ONU, envoyée en mai 1948 observer le cessez-le-feu entre Israël et les pays arabes, a toujours un bureau à Jérusalem, ce qui fait d'elle la plus ancienne en activité. La plus récente a été déployée en Haïti, en octobre 2017, avec un mandat de soutien aux institutions policières, judiciaires et carcérales du pays.

Parmi les 14 opérations en cours dans le monde, les missions les plus difficiles du moment sont en Afrique, par ordre d'ancienneté : en République démocratique du Congo (RDC), au Soudan du Sud, au Mali et en République centrafricaine. C'est là que l'ONU subit le plus de violences.

La liste de ces quatre pays en guerre est d'ailleurs symptomatique du problème originel des missions de maintien de la paix : on envoie des casques bleus maintenir une paix qui n'existe pas. Le Conseil de sécurité définit un mandat – parfois pertinent, parfois inadapté –, puis c'est au secrétaire général de l'ONU, soit, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017, l'ex-premier ministre portugais Antonio Guterres, au chef du DPKO, actuellement le diplomate français Jean-Pierre Lacroix, et aux missions sur le terrain de se débrouiller pour parvenir à la paix ou, du moins, pour limiter les violences.

Dans l'histoire des 71 missions de paix de l'ONU, 3326 *peacekeepers* sont morts. En 2017, le fortin de Bangassou a perdu 13 « soldats de la paix » : neuf Marocains et quatre Cambodgiens. C'est notamment pour cette raison qu'Antonio Guterres y avait effectué, en octobre 2017, son premier voyage de secrétaire général de l'ONU en terre de conflit. Il y avait célébré un anniversaire, la 70<sup>e</sup> Journée des Nations unies, et rendu hommage à la fois aux casques bleus déployés dans le monde et aux

morts de Bangassou.

C'est aussi la raison pour laquelle *Le Monde* a choisi, pour cette 70<sup>e</sup> Journée internationale des casques bleus qui se tiendra mardi 29 mai, de raconter la vie dans ce fortin du bout du monde. Il y a deux chefs dans cette base de l'ONU, comme dans toutes les missions. Le chef civil, chargé de la politique, de l'humanitaire, des droits de l'homme : Rosevel Pierre-Louis, un Haïtien basé au Kenya, en mission en Centrafrique depuis trois ans, et à Bangassou depuis six mois, qui dirige une poignée de civils venus du monde entier. Et le chef militaire : le colonel Mohamed Boungab, un Marocain basé à Marrakech, qui a pris le commandement de la base de Bangassou depuis un an. En appui de son bataillon marocain de 350 hommes, il a sous ses ordres des unités de combat rwandaise et gabonaise, et une unité de génie cambodgienne. Et il y a la police de l'ONU : le chef d'escadron de gendarmerie français Frédéric Coppin dirige six officiers, et une unité, elle aussi rwandaise. C'est la planète onusienne de Bangassou.

La mission est simple : s'interposer et veiller à la paix entre les communautés chrétienne et musulmane qui se déchirent depuis cinq ans en Centrafrique. A Bangassou en l'occurrence, ce sont les chrétiens qui sont majoritaires, et leurs milices anti-balaka qui sont susceptibles d'ensanglanter la région. L'ONU est donc là en priorité pour protéger la population musulmane, réfugiée et assiégée au petit séminaire, à côté de la cathédrale Saint-Pierre Claver. Dans les régions centrafricaines contrôlées par les rebelles musulmans de l'ex-Séléka, c'est l'inverse : l'ONU y protège les communautés chrétiennes.

## MAINTENIR UNE PAIX QUI N'EXISTE PAS

Simple en théorie, la mission est aussi impossible : s'il est relativement aisé de protéger le site du petit séminaire, rien n'indique que M. Pierre-Louis et le colonel Boungab aient la moindre chance de ramener – et encore moins de maintenir – une paix qui n'existe pas.

Antonio Guterres l'avait d'ailleurs reconnu lors de sa visite : « Vous tentez de protéger des civils avec un mandat de maintien de la paix, sans que la paix existe. » Créée en avril 2014 pour prendre le relais de l'opération militaire française « Sangaris », la Minusca a pour mandat de « protéger les civils », de « soutenir le processus de transition » – une expression diplomatique qui reconnaît pudiquement que, si la mission de l'ONU peut s'appuyer

sur un gouvernement élu, les fauteurs de guerre n'ont pas désarmé –, de « *faciliter l'assistance humanitaire* », de « *promouvoir les droits de l'homme* », de « *soutenir la justice et l'état de droit* », et enfin de « *désarmer, démobiliser, et réintégrer* » les combattants dans l'armée nationale et dans la société.

Au-delà de l'inadaptation du mandat – ce qui arrive forcément à chaque fois qu'une opération de paix n'est pas précédée d'un accord de

paix –, ce qui frappe est à quel point les casques bleus de l'ONU sont critiqués, voire haïs. C'est une sorte de constante des opérations des Nations unies, observée de la guerre de Bosnie, il y a vingt-cinq ans, aux missions actuelles. Le degré d'animosité déclenché par des hommes qui ne sont ni des colonisateurs, ni des ennemis, qui sont un peu envahissants mais pas envahisseurs, est irrationnel. Ils sont là, mandat adapté à la situation ou non, pour aider, même si certains achètent leurs ananas à moitié prix. Or, très vite, ils ont presque autant d'ennemis parmi la population que parmi les combattants.

Au petit séminaire, où l'évêque espagnol de la cathédrale Saint-Pierre Claver accueille depuis un an les musulmans de Bangassou après l'attaque de leur quartier de Tokoyo, les relations sont bonnes entre les réfugiés et les 65 casques bleus qui y sont postés en permanence. De sa tente de commandement, un capitaine marocain veille sur les sept postes de contrôle érigés autour du camp et sur les trois blindés qui surveillent les accès.

On ne peut toutefois pas dire que le respect pour l'ONU soit particulièrement ardent. Il faut dire que la communauté musulmane n'a pas oublié le péché originel: alors que la Minusca avait déployé une unité depuis deux ans à Bangassou, bourgade alors étonnement calme du sud-est de la Centrafrique, les casques bleus ont soudainement disparu le jour où les anti-balaka ont attaqué la mosquée, le 13 mai 2017. La tuerie a été terrible (entre 26 morts selon l'ONU et 115 selon la Croix-Rouge centrafricaine).

Personne, dans le monde de l'ONU, ne songe à blâmer le capitaine marocain qui, ce jour-là, a failli à sa mission de protection des civils. Mis en condition, si l'on peut dire, par une embuscade, quelques jours plus tôt, lors de laquelle cinq casques bleus avaient été tués – « *C'était horrible, mes hommes ont été découpés à la machette* », se souvient le lieutenant-colonel Ngoeuy Nong, qui commande l'unité cambodgienne –, l'officier marocain a pris la décision de quitter la mosquée et de se replier dans le fortin. La première mission des casques bleus, partout dans le monde, est d'abord de se protéger eux-mêmes. Le temps que la Minusca envoie, deux jours plus tard, une unité de forces spéciales portugaises transférer la population terrorisée de la mosquée au petit séminaire, beaucoup étaient morts.

Le colonel Mohamed Boungab qui, à cette période, n'était pas encore arrivé, défend son bataillon. « *Le capitaine avait été averti qu'une autre attaque visait la base. Sa mission était d'abord de protéger l'équipe de l'ONU. Et il y avait très peu de soldats à l'époque, seulement deux sections...* » De toute façon, même s'il n'hésite pas à autoriser l'ouverture du feu en cas d'attaque directe contre ses hommes, l'officier d'infanterie ne croit guère à l'usage de la force dans ce type de mission: « *Imposer la paix, désarmer les combattants, ce sont des paroles et ça fait joli dans les textes, mais sur le terrain c'est différent. Nous ne faisons pas face à une force militaire traditionnelle. Les anti-balaka sont autorisés en civil et mélangés à la*

*population, il faut en tenir compte.* »

A part la protection des réfugiés du petit séminaire, presque toute l'énergie des casques bleus est consacrée, en cette semaine d'avril comme toutes les semaines de l'année, à la vie du fortin. A 7 heures, lever des couleurs: les soldats marocains se réunissent autour du drapeau, au son de la trompette. Pendant que le colonel va boire son café sous la tente où le rejoint un peu plus tard le chef des opérations, et qu'ils vérifient une dernière fois les missions prévues pour la journée, les officiers vont au mess boire le thé. Le prévôt du bataillon, le capitaine Idriss de la gendarmerie royale, arrive avec son huile d'olive, « *bio* » précise-t-il, « *des oliviers de mes grands-parents* », dans laquelle on trempe l'excellent pain cuit sur place par le cuisin, également célébré pour son couscous du vendredi midi, après la grande prière hebdomadaire.

Puis c'est l'heure d'aller à la rivière. Chaque jour, des unités de 24 soldats se relaient pour accompagner les cinq camions-citernes qui vont pomper l'eau de la rivière Mbomou, qui sépare ici la Centrafrique de la RDC. Au fortin, l'eau sert non seulement à la logistique et aux sanitaires, mais aussi, après avoir été filtrée, à la consommation de chacun. La route entre le fort et la rivière est donc une ligne de survie indispensable. D'ailleurs les soldats renforcent leur dispositif en construisant un poste avancé au bord de la Mbomou. Une pelleteuse achève de combler des talus; des postes de garde sont érigés. Un blindé et 42 soldats y seront bientôt stationnés jour et nuit.

Au fort, une unité de police rentre de patrouille. Le « *chef de bureau* » Rosevel Pierre-Louis part en tournée, au petit séminaire, puis à une réunion avec les notables de Bangassou. Au programme de la semaine: demander aux élus, aux fonctionnaires et aux chefs de la communauté chrétienne de convaincre les anti-balaka de commencer à déposer les armes. Un salaire et une formation professionnelle leur sont proposés par l'ONU, en échange de leur fusil.

Le soir, sous la protection de quarante sentinelles, réparties dans treize postes de garde et miradors, la vie dans le fortin s'arrête tôt. Les officiers et les civils de l'ONU rejoignent leurs conteneurs climatisés, et les soldats leurs tentes. Cette semaine-là, il y a quand même deux occasions de se réunir: l'anniversaire du commandant Coppin, autour de quelques bières et au son de chansons centrafricaines, puis pour le Nouvel An khmer, soigneusement préparé par le lieutenant-colonel Ngoeuy Nong, qui a fait venir par avion onusien crevettes, viandes et légumes cambodgiens, ainsi que des bouteilles d'alcool.

#### RÉTICENTS À UTILISER LA FORCE

Presque tous ces hommes sont des habitués des missions de l'ONU. Le colonel Boungab garde un excellent souvenir de l'opération en Côte d'Ivoire. Le commandant Coppin parle de sa femme haïtienne, rencontrée lors d'une mission onusienne, et qui l'attend à Perpignan. Après Port-au-Prince, puis l'Afghanistan, le Liberia et le Mali, il pense que la Centrafrique sera peut-être sa dernière mission avant de prendre un poste en France. Le lieutenant-colonel Ngoeuy Nong, qui semble ne plus bien savoir s'il est arrivé il y deux ou trois ans et ne prévoit aucune date de retour au Cambodge, est le plus acharné à vouloir enchaîner les missions et rester longtemps sur le terrain. Il raconte avec tendresse le Liban, le Soudan, le Mali, et ne prend presque jamais de permission. « *C'est dur ici, dit-il. Mes hommes sont plus sereins quand je suis là...* »

C'est dur, effectivement. Rosevel Pierre-Louis, qui reconnaît que « *Bangassou est un endroit très difficile* », raconte que « *les groupes armés cherchent un drapeau "UN" n'importe où, pour nous attaquer* ». « *Il y a deux problèmes. Premièrement, le climat d'impunité: aucun Etat, aucune autorité ne les rend responsables de leurs actes. L'appareil judiciaire est inexistant. Deuxièmement, notre réticence à utiliser la force, le fait que nous ne pratiquions que l'autodéfense: ils savent que nous allons réfléchir cinq fois avant de répliquer, que nous ne sommes pas ici pour faire la guerre.* »

Le chef politique du fortin déplore que les casques bleus ne soient pas un peu plus « *guerriers* ». « *Il faudrait un mandat plus robuste. Nous devrions pouvoir attaquer des hommes armés avant qu'ils attaquent des civils. Ils veulent le chaos et l'extermination des musulmans, et il n'y a que nous pour nous y opposer.* »

La question d'un mandat plus interventionniste fait souvent débat de Bangui à New York. A Bangassou, le colonel Boungab ne partage pas ce point de vue. « *Les opérations hasardeuses peuvent envenimer la situation, plutôt que régler le problème* », pense-t-il. Même s'il s'énervait parfois des lenteurs et tergiversations des civils de l'ONU, l'officier marocain est un partisan du dialogue. Il est réticent à engager sa troupe dans des actions militaires classiques.

Le colonel prend pour exemple l'opération menée, cette semaine-là, à Bangui, contre un chef de gang du quartier musulman de PK5, le « *général Force* ». Echouant à l'arrière, les soldats de la Minusca ont fait face à des heures d'émeutes puis de combats. Ils ont dû tuer un certain nombre de jeunes combattants, et ont perdu des casques bleus. L'opération s'est soldée par un fiasco, et le climat s'est nettement détérioré pour les « *soldats de la paix* ».

A Bangui, le commandant militaire de la Minusca, le général sénégalais Balla Keita, lui aussi vétéran des missions de l'ONU (Darfour, RDC, Liberia) dresse, sans fard, un constat des limites de l'action d'une force onusienne. « *On maintient le malade centrafricain en vie le temps que les bons docteurs de la diplomatie et de la politique fassent la paix. Nous sommes les seuls à pouvoir maintenir en vie des milliers, voire des dizaines de milliers de personnes...* »

#### LIRE LA SUITE PAGE 14

« *L'histoire d'un mandat plus robuste est un piège, pense le général Keita. Nous sommes entre deux belligérants, dont chacun pense que nous devons mener sa guerre. Chacun croit que l'ONU n'est pas la solution, car nous ne l'aidons pas à anéantir son ennemi.* » Il a le même sentiment que le colonel Boungab à Bangassou, lorsqu'il se décrit comme étant « *entre le marteau et l'enclume* ».

Le commandant de la force de l'ONU, constatant que « *l'imposition de la paix par les armes, ça ne marche pas* », pense qu'il faut, au contraire, « *être beaucoup plus teigneux dans le processus politique* ». Il admet, cela dit, des faiblesses intrinsèques à l'organisation interne des Nations unies: « *On n'est pas bons! Pour un militaire, il est difficile de mener des opérations en dépendant de toute cette bureaucratie. On ne mène pas une guerre avec des administrateurs et des bureaucrates.* »

Le chef politique de la Minusca, représentant du secrétaire général de l'ONU à Bangui, Parfait Onanga-Anyanga, connaît par cœur tous ces débats. Il lance « *un plaidoyer pour le temps* ». « *Nous sommes dans un pays où il n'y aura pas de solution militaire, pas de*

victoire militaire d'un camp sur l'autre, mais où le maintien de la paix n'est jamais acquis, pense le diplomate gabonais de l'ONU. *Nous sommes au fond du trou ici ! En cinquante-sept années d'indépendance de la Centrafrique, il y a eu quarante-sept ans d'instabilité. Il faut tout reconstruire. Il faut remettre un Etat sur pied. La seule chose que nous pouvons faire, c'est de porter ce rêve de reconstruction de la Centrafrique, qui doit ensuite être réalisée par les Centrafricains eux-mêmes. Nous sommes face à une nation traumatisée, à laquelle il faut donner du temps.* »

#### UNE TÊTE COUPÉE EN TROPHÉE

A Bangassou, des « anti-balakas » se sont récemment manifestés près du camp de réfugiés musulmans ; en réaction, des jeunes du petit séminaire ont capturé un combattant chrétien en allant couper du bois dans la jungle voisine, l'ont tué, et ont rapporté sa tête coupée au camp, en trophée. Autant dire que Rosevel Pierre-Louis n'a guère apprécié l'épisode, dont il craignait qu'il fiche en l'air des semaines, voire des mois de discussions. L'officier marocain qui, en tournant son doigt sur sa tempe pour mimer la folie, raconte l'histoire, sourit tristement : *« L'immense majorité veut vivre en paix, mais certains veulent la destruction de l'autre communauté. »* Et il utilise alors la même expression que son colonel pour évoquer des casques bleus pris *« entre le marteau et l'enclume »*.

Au fortin, l'heure est pourtant exceptionnellement à l'optimisme. A la suite d'une visite de bons offices, quelques jours auparavant, du cardinal de Bangui, M<sup>gr</sup> Dieudonné Nzapalainga, en duo avec son ami l'imam Omar Kobine Layama, des anti-balaka songeraient à rendre les armes dans le cadre du programme onusien « Désarmement, démobilisation, réintégration » (DDR). La région bruit de rumeurs. Des discussions discrètes ont lieu. Et puis, après avoir fixé aux combattants un jour de rendez-vous sans trop y croire, le commandant Coppin annonce un matin : *« Ils arrivent ! Ils sont nombreux, je vais envoyer des renforts à l'entrée de la base. »*

Devant la barrière du fortin, tenue par une compagnie de sécurité privée sous l'œil des casques bleus postés dans les miradors, ils arrivent en effet, à dix, puis vingt, cinquante,

cent jeunes armés de fusils artisanaux. Ils vont toucher 25 000 francs CFA (38 euros) et obtenir un stage de formation professionnelle en échange de leur arme. L'agent onusien, qui les reçoit cinq par cinq, leur demande s'ils préfèrent la maçonnerie, la menuiserie, la mécanique. Il y a aussi une formation de couturière pour les jeunes combattantes. Les Nations unies, décidément, pensent à tout.

Un gars aux biceps saillants, Ray-Ban de contrebande sur le nez, arrive avec deux fusils et demande s'il peut toucher une double prime. C'est non. Alors il repart, et attend d'être rejoint par une amoureuse appelée à la rescousse. Derrière un bosquet, en deux minutes, il montre à la jeune fille, qui à l'évidence n'est pas plus combattante que lui n'est curé, comment monter et démonter l'arme. Puis ils reviennent à deux, tout sourire, signer le formulaire du DDR et repartent avec leurs 50 000 CFA (76 euros).

Nul ne sait si mademoiselle deviendra couturière, si monsieur ira bien aux cours de mécanique, ou s'il a de toute façon un troisième fusil en réserve pour continuer le combat, mais pendant que certains agents de l'ONU se réjouissent de l'affluence, un officier marocain grommelle : *« C'est une mascarade. Cela permet aux chefs de l'ONU d'envoyer de beaux rapports à New York, de justifier tout l'argent qu'on dépense ici et de se mettre en valeur, mais ce programme est une connerie. Les armes artisanales comme ça, ces gars-là les fabriquent en une heure avec un tuyau et deux bouts de bois. »*

Et ainsi va la vie au fortin de Bangassou... Un autre matin, un officier a à peine fini de manger son œuf dur avec le pain trempé dans l'huile d'olive qu'il se tape la main sur le front : *« Merde ! C'est le truc des Rwandais aujourd'hui, il faut y aller ! »* Le « truc » des Rwandais, c'est la commémoration du génocide des Tutsi, exterminés en 1994. Une bâche a été tendue entre deux camions blancs. *« Mémoire, reconstruction, vie »* est-il écrit en lettres vertes.

#### LE RWANDA, UN ÉPISODE NOIR

S'il existe, parmi les multiples pages sombres des missions de l'ONU dans le monde, un épisode noir par excellence, c'est bien celui de Kigali. A l'époque, le général canadien Roméo Dallaire et les casques bleus belges n'avaient pas tiré une seule balle pour défendre les

Tutsi. Le commandant Steven Semwaga, qui commande depuis un mois l'unité rwandaise à Bangassou, affirme que, pour leur part, les soldats rwandais *« sont prêts à mourir pour défendre des civils et accomplir cette mission »*. *« Nous, on n'a pas peur de combattre, dit-il d'une voix douce, mais avec un regard qui ne laisse guère de doute sur sa détermination de soldat. Notre armée l'a d'ailleurs prouvé, au Congo, au Soudan, au Mali. »*

L'aide de camp du commandant Semwaga lui sert un café. Si l'huile d'olive est *« marocaine »* et les crevettes *« cambodgiennes »*, le café est évidemment *« rwandais »*, et ne pourrait venir de nulle part ailleurs – l'ONU vit en autarcie et, à part pour l'eau de rivière, ne consomme rien venant de la région.

L'officier constate que les Centrafricains rencontrés en ville ne le questionnent guère sur l'expérience rwandaise. *« Ils ne connaissent pas l'histoire du génocide. Ils sont peu éduqués ici... Pourtant j'en parlerais volontiers avec eux. Je leur raconterais comment le Rwanda a surmonté cette tragédie. »* La discussion sur le génocide continue. On sent qu'il ne comprend pas l'inaction onusienne face à l'extermination des siens. Le commandant parle du livre de souvenirs et de regrets du général Dallaire, *« J'ai serré la main du diable »* (Libre expression, 2004). *« Vous l'avez lu ? On m'en a souvent parlé. Je crois que je vais finir par le lire ici... »*

Le matin suivant, une colonne part vers l'aérodrome. C'est le jour de la rotation aérienne. La vendeuse d'ananas et de bananes est là. Avec une heure de retard, l'hélicoptère blanc arrive et débarque ses passagers. Certains ont la mine déconfite de ceux qui rentrent de permission. Un officier prend des nouvelles : *« Alors, c'est vrai ce qu'on dit à Bangui, ils déposent les armes ? »* Son camarade confirme la scène de désarmement, et ajoute : *« On verra, tu sais... Ils n'ont rendu que des vieilles pétouilles. »*

Puis ils partent dans leurs 4 × 4 vers la base, dans un nuage de poussière. *« Franchement, parfois je ne sais pas très bien ce que je fais là... confie un officier. Même si c'est l'enfer cet endroit, c'est une aventure intéressante, c'est sûr. Mais bon, l'ONU c'est vraiment le cirque, et rien ne dit qu'on va réussir. »* Il réfléchit puis, dans un murmure, glisse que *« pourtant, ce serait tellement pire sans nous... »* Et il repart pour des semaines, des mois, s'enfermer dans le fortin. ■

REMY OURDAN

# Des réformes nécessaires pour maintenir la paix

Face à l'ampleur des pertes, l'ONU veut mieux protéger ses casques bleus. Un projet que menacent les restrictions budgétaires américaines

NEW YORK, NATIONS UNIES -  
correspondante

La réforme des opérations du maintien de la paix de l'ONU, qui déploie actuellement 104 000 personnels dans quatorze opérations, est l'un des serpents de mer des Nations unies. L'urgence est manifeste car les pertes subies en 2017 sont les plus importantes de ces cinq dernières années.

Le 7 décembre, 15 soldats de la paix tanzaniens étaient tués à Semuliki, dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC), soit l'attaque la plus meurtrière visant des casques bleus depuis vingt-quatre ans. Tombés sous les assauts des Forces démocratiques alliées (ADF), un groupe islamiste d'origine angolaise, les soldats onusiens étaient sous-équipés pour les combats de nuit. Ils avaient demandé des renforts aériens, qui n'arrivèrent que le lendemain. Le rapport d'enquête, commandé par le secrétaire général

Antonio Guterres, n'a pas été rendu public. Il décrirait, selon un employé de l'organisation, « un camp ouvert aux quatre vents » et des murs de protection autour de la base « pas plus hauts que ceux d'une aire de jeux à New York ». La base de Semuliki abritait pourtant la force de réaction rapide de la Mission de l'ONU pour la stabilisation en RDC (Monusco).

Ces morts ont porté à 61 le nombre de décès « dans des actions hostiles » pour la seule année 2017. A titre de comparaison, 943 soldats de la paix sont tombés dans des combats depuis les premières opérations en 1948. L'ampleur de ces pertes a eu l'effet d'un électrochoc à New York, où se trouve le département des opérations de maintien de la paix (DOMP), une institution à la fois respectée et critiquée. Saluée comme indispensable pour assurer un semblant de stabilité dans des conflits où personne ne veut aller, elle pâtit des pesanteurs bureaucratiques et des freins politiques aux déploiements. Car le

maintien de la paix est, avant tout, ce que les Etats membres de l'ONU veulent bien en faire.

Pour s'en convaincre, il suffit de lire le rapport (finalisé le 19 décembre dernier) du général brésilien dos Santos Cruz, chargé par M. Guterres de rendre une évaluation « franche » des problèmes structurels et humains rencontrés par le DOMP. Les conclusions sont sévères : carence de commandement « à tous les niveaux, de New York aux bases les plus reculées », faible combativité, manque d'équipements... A ces défauts structurels s'ajoute un constat tactique : deux tiers des casques bleus sont déployés dans un environnement marqué par la menace terroriste. « L'ONU et les pays contributeurs de troupes et de police doivent s'adapter à une nouvelle réalité : le drapeau onusien n'est plus une protection naturelle », analyse le général.

Or, les soldats de la paix sont assignés à des missions impossibles. « On nous demande de mener une mission de paix, dans un environnement qui n'est pas en paix », note une ancienne conseillère politique à la Mission de l'ONU pour la stabilisation au Mali (Minusma). Résultat, « nous sommes dans l'incapacité de faire 200 mètres sans un blindé, à cause des mines et des [engins explosifs improvisés] », explique Mahamat Saleh Annadif, représentant spécial de l'ONU au Mali. Faute d'équipement adéquat, les soldats refusent de sortir de leur base. Le maintien de la paix est malade de « son inaction », s'alarme le général dos Santos Cruz, qui exhorte l'ONU et les Etats membres « à changer d'état d'esprit » et « à prendre des risques ».

## Des mandats « sapins de Noël »

A partir de cet audit, M. Guterres a établi un plan d'action pour la paix, dont la mise en œuvre a déjà démarré dans les missions les plus dangereuses : au Mali, en République centrafricaine, en République démocratique du Congo, au Soudan du Sud et dans la région du Darfour, au Soudan. Il veut améliorer

l'entraînement et l'équipement des troupes déployées pour les rendre plus flexibles et plus dynamiques, éviter des mandats qu'il qualifie de « sapins de Noël », généraliser les revues stratégiques des missions pour mieux adapter leurs mandats aux différents théâtres d'opérations, renforcer le « leadership » et identifier les contingents les moins performants.

« Bon nombre des réformes proposées par le secrétaire général sont attendues depuis longtemps, mais vont à l'encontre des intérêts politiques et économiques des Etats membres », souligne toutefois Alison Giffen, directrice chargée du maintien de la paix pour l'organisation Center for Civilians in Conflict (Civic). « Il y a ceux qui ont des moyens mais pas toujours la volonté de prendre des risques, abonde Jack Christofides, directeur des opérations africaines au DOMP et ceux qui ont cette volonté, sans en avoir les moyens. »

Dans les locaux de l'ONU, on s'attelle à changer le discours :

« Nous sauvons des vies. On voudrait pouvoir faire plus, mais il ne faut pas sous-estimer ce que nous faisons », estime ainsi Jean-Pierre Lacroix, à la tête du département des opérations de maintien de la paix dont les multiples scandales d'abus sexuels ont terni la réputation. On veut croire que cette réforme – qui fait suite au « rapport Brahimi » de 2000, à la « doctrine Capstone » de 2008 et au « rapport Hippo » de 2015 – va fonctionner. « Le secrétaire général est volontaire et il y a une vraie prise de conscience des Etats membres », espère un haut fonctionnaire.

Cette volonté sera mise à l'épreuve, dès le mois de juin, lors du vote du budget de l'ONU. Washington a déjà prévenu vouloir réduire sa contribution financière à 25 % (contre 28,43 % actuellement). Une baisse qui pourrait compromettre la réforme et qui fait dire à un diplomate : « C'est l'heure de vérité pour le maintien de la paix. » ■

MARIE BOURREAU

# Alexandra Novosseloff

## « Personne ne veut mourir pour Juba, Kidal, Goma ou Bangui »

La politologue, spécialiste de l'ONU, s'inquiète des conséquences sur l'impartialité des casques bleus et l'éthique de leurs missions à venir si les principaux contributeurs financiers devenaient la Chine et la Russie

### ENTRETIEN

NEW YORK, NATIONS UNIES - *correspondante*

**A**lexandra Novosseloff est chercheuse à l'Institut international pour la paix (IPI) à New York. A l'occasion du 70<sup>e</sup> anniversaire des opérations de maintien de la paix de l'ONU, elle revient sur les succès, les échecs et les limites de ces opérations, victimes, selon elle, de mandats trop ambitieux.

**On a beaucoup parlé des échecs des opérations de maintien de la paix au Rwanda, en Somalie ou en ex-Yougoslavie, mais très peu de leurs succès. Pourquoi ?**

Le maintien de la paix est un outil mal compris, avec des responsabilités diluées : on ne sait plus qui est à l'origine de quoi. Il est facile de taper sur les Nations unies – et notamment sur les casques bleus – sans voir l'extrême difficulté que représente leur tâche. Aucune organisation, aucun Etat au monde n'a complètement réussi à maintenir la paix dans une région ou un pays après une guerre civile, une énorme crise ou un génocide.

Il existe par ailleurs un gouffre entre ce que les Etats dépensent sur le plan militaire et ce qu'ils donnent au maintien de la paix. Le budget des opérations de maintien de la paix est actuellement de 6,8 milliards de dollars (5,8 milliards d'euros), soit 0,3 % des dépenses militaires mondiales. Avec cet argent, les Nations unies accomplissent beaucoup. C'est

un outil finalement très économique de gestion des conflits, mais il y a une limite à ce que l'on peut faire avec une enveloppe budgétaire aussi réduite.

**Trois missions ont fermé en 2017 : la Côte d'Ivoire, le Liberia et Haïti. Quel enseignement tirer de ces retraits ?**

Le principal est que la paix se fait avec les parties en présence, et par un engagement fort du Conseil de sécurité. Dans ces trois cas, il y a eu une volonté des autorités nationales d'aller de l'avant et de dire : « Les Nations unies nous ont aidées à stabiliser notre pays. Tout n'est pas parfait. Il reste beaucoup faire, le chemin est encore long, mais c'est à nous d'agir, car nous en avons les capacités. » Dans

les cas où les parties n'ont pas trouvé de solution à leur crise, les Nations unies et les opérations de maintien de la paix sont là pour empêcher le retour du conflit. C'est en quelque sorte une mesure préventive à bas coût, comparé aux milliards de dollars dépensés dans les ventes d'armes, la sécurité et le militaire. Les petites opérations à Chypre, sur le plateau du Golan, au Sahara occidental, en Palestine, au Cachemire, sont des mesures de prévention indispensables...

**L'ONU déploie des missions dites « multidimensionnelles », dans quatre gros foyers de crises (Mali, RDC, République centrafricaine, Soudan du Sud), qui donnent l'impression d'un enlisement. Est-ce une crise de légitimité, de moyens, d'ambition ?**

Il y a un vrai problème d'ambition et de moyens alloués. On peut penser, à première vue, que ces opérations coûtent cher (environ 1 milliard de dollars par an chacune). Pourtant, au regard des ambitions qui leur sont données, cela paraît dérisoire ! Ces missions sont déployées dans des contextes où les parties au conflit n'ont pas encore trouvé le moyen de faire la paix et où elles ont encore un intérêt à entretenir l'instabilité. L'ONU se retrouve, dans ces zones grises, seule à maintenir la sécurité à un niveau acceptable pour continuer à apporter une assistance humanitaire aux populations en danger et encourager le retour de l'Etat de droit.

C'est imparfait, certes, mais on ne peut pas nier que la mission au Soudan du Sud apporte une protection essentielle à plus de 200 000 personnes. On ne peut pas dire que l'ONU n'a rien fait pour stabiliser les grands centres urbains au Mali, ni qu'elle n'a pas assuré une certaine stabilité dans l'est du Congo, ainsi qu'en République centrafricaine, permettant aux gens de reprendre une vie relativement acceptable. C'est un rôle inconfortable, que seules les Nations unies acceptent d'endosser.

Cela n'excuse pas nombre de comportements (abus sexuels) et de dysfonctionnements (manque de formation et d'équipements) intolérables. Mais il ne faut pas oublier le travail formidable accompli au quotidien, dans des situations extrêmement compliquées et dans des Etats ou des régions démunis de tout.

**Lors d'un débat au Conseil de sécurité sur le maintien de la paix, le secrétaire général Antonio Guterres a estimé que l'ONU ne pouvait être efficace qu'en soutien d'une solution politique. L'ONU doit-elle se retirer des pays où le processus politique n'est pas sérieux ?**

On ne peut décemment pas partir de ces quatre pays (Centrafrique, Mali, RDC, Soudan du Sud). Alors, que doit faire l'ONU ? Elle doit continuer son travail, un peu passif mais primordial, de protection des populations, tout en poussant les gouvernements à trouver les moyens de la paix.

Dans sa tâche, l'ONU – c'est-à-dire les composantes civiles, policière et militaire déployées sur place – ne doit pas être seule. Elle doit être soutenue par les grands Etats, notamment les membres permanents du Conseil de sécurité, qui ont voté les mandats et qui doivent l'accompagner par des pressions politiques, et parfois des sanctions. Ces opérations de maintien de la paix, déployées dans des contextes où le processus politique n'avance pas, sont forcément fragiles, mais il ne faut pas les supprimer sous prétexte que c'est trop compliqué.

**M. Guterres a estimé que le Conseil de sécurité avait abîmé le multilatéralisme en donnant aux opérations de maintien de la paix des « tâches irréalistes ». Est-ce votre avis ?**

A force de taper sur les opérations de maintien de la paix, on finit par les croire totalement inefficaces. On a été trop ambitieux en élargissant leurs mandats, et on a usé des possibilités de ce que pouvaient faire les casques bleus, jusqu'à leur extrême limite. Le Conseil de sécurité agit au nom des 193 Etats membres de l'ONU, et les casques bleus sont l'expression de cette volonté. Et les critiquer à tort et à travers, y compris pour des choses dont ils ne sont pas responsables, c'est, d'une certaine manière, remettre en cause l'idée d'une gestion collective des affaires du monde et de crises situées en dehors des zo-

nes d'influence des Etats membres du Conseil de sécurité. Car c'est aussi comme cela que fonctionne l'ONU : elle ne peut agir que lorsqu'il y a une unité du Conseil, or ce consensus n'intervient que dans les endroits du monde où les intérêts stratégiques des Etats membres ne sont pas mis en danger.

**On sent un glissement lorsque l'ONU encourage l'Union africaine (UA) à prendre en charge la sécurité de son continent. Est-ce une volonté de revenir à des forces strictement de maintien de la paix ?**

Il y a toujours eu un partage des tâches. Une force plus robuste dotée d'une chaîne de commandement claire, comme l'armée française l'a fait [au Mali et en République centrafricaine], ou une organisation régionale était déployée en soutien à l'opération de maintien de la paix. On l'a vu en Afrique ou en Afghanistan. En général, ce partage des tâches fonctionne bien. Mais est-ce que l'UA veut pleinement assumer, et assurer le commandement d'une force africaine, dans le nord du Mali par exemple ? En a-t-elle les moyens, quand les Américains s'opposent toujours au financement de ce genre de force ? Je ne crois pas.

**Faut-il engager une refonte opérationnelle de ces opérations de maintien de la paix ?**

La première pierre à l'édifice est représentée par la « doctrine Capstone » de 2008, qui formalise le cadre conceptuel et opérationnel du maintien de la paix. Le problème est qu'elle ne constitue pas un socle agréé par tous. Pour sortir de l'ornière actuelle, il faut donc améliorer cette doctrine en définissant mieux les limites de ce que les Nations unies peuvent faire, ou ne pas faire, en fonction des moyens alloués à ces opérations. Ces limites doivent aussi être déterminées, en fonction de la volonté des pays contributeurs de troupes à s'engager dans ces opérations.

Le problème, aujourd'hui, ce ne sont pas les règles d'engagement ni la chaîne de commandement. Ce n'est pas une question de ro-

bustesse, mais de volonté des Etats membres à s'engager dans ces pays. Il n'y a pas grand monde qui veuille mourir pour Juba, Kidal, Goma ou Bangui... Ceux qui contribuent à ces opérations de maintien de la paix, qu'ils soient africains, asiatiques, européens ou autre, ne veulent pas subir trop de pertes.

Il faut donc, en effet, revenir à un principe de maintien de la paix plus centré sur ce que les opérations de maintien de la paix savent faire fondamentalement, c'est-à-dire participer à la stabilisation d'un pays dans un cadre politique précis, et dans le cadre d'un mandat qui doit forcément être revu à la baisse, en termes d'ambitions. On ne peut pas tout faire tout de suite ; il faut établir des priorités et écarter les missions pour lesquelles on n'est pas équipés. Cela ne signifie pas que les casques bleus ne peuvent pas utiliser la force, comme cela est dit souvent. Au contraire. Mais cet usage doit s'inscrire dans un cadre politique précis.

**Le manque d'engagement des Occidentaux, en termes d'hommes déployés sur le terrain, et la pression pour baisser le budget de ces opérations laissent le champ libre à d'autres Etats : la Chine et, dans une moindre mesure, la Russie. Quelles en sont les conséquences ?**

La nature a horreur du vide. Les Etats-Unis ne voient pas qu'en se retirant ou qu'en diminuant significativement leur contribution financière, cela permet aux Chinois d'augmenter la leur. Il n'est pas à exclure que, dans cinq ans, la contribution chinoise soit au même niveau que celle des Américains, et que les Russes figurent au même rang que les Occidentaux. Cela aura un impact, bien entendu !

Il faut réfléchir de manière stratégique aux conséquences que la diminution des budgets demandée par les Américains et les Européens aura sur la conduite du maintien de la paix, sur la posture d'impartialité des casques bleus et, certainement, sur un grand nombre des valeurs fondamentales qui sous-tendent cette activité. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR MARIE BOURREAU

#### « Les Anges de Sarajevo »,

de Louis Jammes.

LOUIS JAMMES

#### Louis Jammes

Né en 1958 à Carcassonne, ce photographe-plasticien de la première heure commence, au début des années 1980, par faire le portrait d'artistes comme Julian Schnabel, Keith Haring, Jean-Michel Basquiat, Robert Combas, Andy Warhol... dans des décors évoquant l'univers de leurs œuvres. Issu de la figuration libre (mouvement artistique influencé par la BD, la pop et le graffiti), Jammes produit des images, entre photographie

et peinture.

Il parcourt ensuite des pays et des villes en crise ou en guerre. Chez les Gitans, en Tchétchénie, à Berlin lors de la chute du Mur, à Tchernobyl, à Sarajevo pendant le siège, ou en 2011 dans les rues du Caire en révolution, Louis Jammes pose un regard humaniste sur les victimes. Ci-dessus, une œuvre tirée de la série « Les Anges de Sarajevo ». L'artiste avait affiché ses sérigraphies d'enfants aux ailes d'anges dans la ville bombardée, pour interpeller les passants. Parti « par intuition », l'artiste confia : « Sur place, j'ai compris pourquoi j'étais venu. »